

Toulouse, mercredi 2 mars 2022

DÉCLARATION DE PRESSE DE JEAN-LOUIS CHAUZY PRÉSIDENT DU CESER OCCITANIE / PYRÉNÉES-MÉDITERRANÉE

Défendre l'Ukraine, c'est défendre la paix en Europe et dans le monde

L'invasion militaire de l'Ukraine par la Russie menace la paix pour les pays de l'Europe et l'Union européenne. Au mépris de la reconnaissance de la frontière des États, après la chute du mur de Berlin et l'accord de 1994 qui garantit les frontières de l'Ukraine et de ses voisins (fin de l'Union soviétique), la Russie n'accepte toujours pas en 2022 le principe de la liberté des peuples à choisir leurs dirigeants par des élections au suffrage universel.

Après le recours à la force, après l'annexion brutale de la Crimée, le dépeçage de la Géorgie, le soutien militaire aux dissidents du Donbass, ainsi que l'élimination par empoisonnement ou exécution des opposants, le président russe Vladimir Poutine menace maintenant d'avoir recours à l'arme nucléaire à l'encontre des pays occidentaux. Nous devons comprendre que la paix que nous connaissons en Europe depuis 75 ans est garantie par les traités et les coopérations, le respect des libertés publiques, de l'État de droit et le règlement des différends par la négociation. Les démocraties sont fortes de l'adhésion de leurs citoyens et ne doivent pas reculer devant les menaces injustifiées.

Le peuple ukrainien s'est doté d'une démocratie et de dirigeants élus qui lui donnent le courage de résister ; son gouvernement légitime doit garder la liberté de choix pour les coopérations qu'il veut construire ; c'est ainsi que l'Ukraine demande son adhésion à l'Union européenne... c'est sa liberté. Aujourd'hui, nous sommes tous Ukrainiens !

Il appartient bien sûr au Gouvernement français et aux États de l'Union de faire preuve de solidarité, d'humanité, pour accueillir les populations, les Ukrainiens qui souhaitent venir chez nous.

Le CESER salue et partage les initiatives de la Région Occitanie pour l'aide financière en faveur de l'accueil des réfugiés et le soutien aux maires qui le souhaitent.

Mais le gouvernement doit renforcer notre souveraineté et notre indépendance stratégique dans les domaines énergétique, industriel, alimentaire et sanitaire ; toutes les solutions qui peuvent ramener la paix doivent être encouragées.

Pour préserver la paix, les États de l'Europe doivent pouvoir renforcer les moyens de défense nécessaires pour assurer notre sécurité.

La forme d'organisation des institutions européennes comme des institutions internationales doit changer. Ce qui a été mis en place après la seconde guerre mondiale a vécu. Il nous faut une Europe plus forte, plus réactive, plus solidaire, pour être capable de défendre, y compris au plan militaire, nos valeurs, nos libertés et faire respecter nos frontières. Cela supposera de consacrer des moyens beaucoup plus importants pour l'innovation, les nouvelles technologies, notre sécurité pour l'industrie de la défense.

C'est notre modèle européen et nos libertés qui sont en cause aujourd'hui. Les démocraties sont plus fragiles que les dictatures, c'est aussi pour cela que nous devons savoir ensemble les défendre et faire les efforts nécessaires pour y parvenir !

Le CESER suivra avec la Région et l'État les conséquences de cette crise sur notre économie et les filières concernées dont l'agriculture, l'aéronautique... la préservation des activités, de l'emploi.